

## Young Leaders: Le petit club de l'élite transatlantique

» Le réseau des Young Leaders, mis en place par la French-American Foundation, permet aux États-Unis d'entretenir un dialogue avec ce que la France compte de jeunes espoirs de la vie économique et politique. Au risque de s'attirer les foudres des américano-sceptiques.

Quel point commun entre François Hollande, Alain Juppé, Pierre Moscovici ou Valérie Pécresse, Arnaud Montebourg, Najat Vallaud-Belkacem et Laurent Wauquiez, Aquilino Morelle, Fleur Pellerin, Marisol Touraine ou Emmanuel Macron? Entre les journalistes Yves de Kerdrel, directeur de Valeurs actuelles, et Laurent Joffrin, celui de Libération, entre l'essayiste libéral Philippe Manière et Pascal Riché, de Rue89, Louis Dreyfus ou Emmanuel Chain? Sans parler de ces têtes bien faites du privé, personnalités aux carrières souvent fulgurantes, as des sciences, de l'art ou de la défense nationale? Tous, à un moment de leur vie, entre 30 et 40 ans, ont été jugés comme ayant un très haut potentiel. À ce titre, par promotions d'une dizaine, ils

ont été invités, avec autant de jeunes homologues américains – Bill et Hillary Clinton en leur temps –, à participer au programme des Young Leaders de la French-American Foundation. Destinée à favoriser les liens entre la France et les États-Unis, la fondation est née en 1976, durant des heures d'antagonisme entre les deux nations. Elle a été baptisée lors d'un dîner aux États-Unis entre les présidents Gerald Ford et Valéry Giscard d'Estaing. Les Young Leaders, eux, sont nés en 1981, avec pour parrain l'influent économiste franco-américain de Princeton, Ezra Suleiman. Le programme, financé par des mécènes privés, s'étale sur deux ans, avec un séjour de quatre jours en France, un autre d'un temps équivalent aux États-Unis, toujours dans des villes différentes, toujours avec des intervenants de très haut niveau. La dernière session s'est déroulée ces jours-ci à Bordeaux, chez Alain Juppé, qui avait fait partie de la première promotion en 1981. »

### Le parrainage, la voie privilégiée

L'actuel président de la fondation et des Young Leaders, Jean-Luc Allavena, brillant homme d'affaires de 50 ans, explique: «Nous cherchons et sélectionnons

des personnes de 30 à 40 ans, déjà de très haut niveau et capables de faire mieux...» Le ton est donné.

L'élitisme assumé. Suleiman, président du programme jusqu'en 2000, raconte dans un de ses livres, *Schizophrénies françaises* (Grasset), que sa mission a été de «trouver les personnes qui feraient l'opinion et seraient les dirigeants de leurs sociétés respectives».

«Le fait qu'un nombre limité de personnes bardées de diplômes puisse être sélectionné satisfait au plus haut point l'esprit de compétition de l'élite française», dit-il, comme une recette du succès. Il est possible de postuler mais le parrainage est la voie privilégiée, confirmé par un comité de sélection. Maire UMP du Havre, Édouard Philippe, promotion 2011, indique avoir pensé se présenter avant que la fondation, plusieurs années après et alors qu'il était déjà député, vienne le démarcher.

L'année suivante, Édouard Philippe a parrainé l'actuel secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur, Matthias Fekl, alors député PS. «Fekl, explique le maire du Havre, avait été mon étudiant à Science Po. J'avais repéré ce petit gars sympa. C'est quelqu'un de très bien et je crois d'ailleurs qu'il n'a pas regretté d'entrer dans ce programme.» Aujourd'hui pourtant, Matthias

Fekl, promotion 2013, a interrompu sa participation, le faisant savoir aux responsables de la fondation, un peu surpris. «Il souhaite éviter toute situation réelle ou supposée de conflit d'intérêt, indique son entourage. C'est son approche du mandat public.» Un choix qui illustre la crainte, exprimée sur tout l'échiquier politique, d'une trop grande influence des États-Unis sur les responsables publics ou privés français. Même si son cabinet affirme que cela n'a «rien à voir», Fekl serait-il soucieux d'assurer une distance de sécurité à l'heure où les négociations se poursuivent entre l'Europe et les États-Unis sur le traité transatlantique? Le sujet est sensible en France, particulièrement depuis les élections européennes. À droite, Nicolas Dupont-Aignan aurait demandé à ce que son nom n'apparaisse plus dans l'annuaire des anciens. Mais, globalement, ce sont des exceptions, même si la ministre de l'Éducation nationale n'a pas souhaité s'exprimer sur le sujet. Pas plus que l'Élysée sur la participation de François Hollande en 1996, au sein d'une promotion constituée de profils pointus tels que, côté français, la directrice générale d'Artemis Patricia Barbizet, l'avocat Laurent Cohen-Tanugi, Anne Lauvergeon, Pierre Moscovici, l'éditeur Olivier Nora,

Denis Olivennes ou François Villeroy de Galhau, de la BNP. »

### Parenthèse hors du temps

Président du directoire du groupe Wendel, Frédéric Lemoine, promotion 2006, garde un excellent souvenir de sa rencontre avec Najat Vallaud-Belkacem. «Je ne suis pas exactement marqué à gauche, c'est un euphémisme, mais le fait de l'avoir connue m'a permis de comprendre que sa personnalité est beaucoup plus riche que les caricatures que l'on fait d'elle!» «Il est très important d'avoir en France des lieux où des gens différents se parlent», plaide cet énarque au CV en béton, qui fut secrétaire général adjoint de l'Élysée sous Jacques Chirac, entre 2002 et 2004. Frédéric Lemoine raconte ainsi avoir ouvert une porte sur l'art contemporain grâce à sa rencontre avec Camille Morineau, comme lui promotion 2006, et actuellement commissaire de la rétrospective Niki de Saint Phalle au Grand Palais. Il se souvient aussi des récits, «dignes de James Bond», de Bruno Paccagnini, officier supérieur, aujourd'hui en poste à l'État-major des armées. Des récits qui, dit-il, lui ont permis de «prendre conscience

de la qualité des hommes impliqués dans les services secrets». Mais Lemoine juge que l'intérêt de ce programme est avant tout «de rencontrer de grands décideurs américains des milieux économiques et politiques et de comprendre comment ils réfléchissent.» Directrice générale adjointe du groupe BPCE, Marguerite Bérard-Andrieu, 36 ans, promotion 2012, rend hommage à cette «parenthèse hors du temps». «Une respiration rare», qui permet de rencontrer «des gens stimulants, hors de son cercle habituel». Elle cite en particulier le jeune compositeur Karol Beffa, à la fois artiste et intellectuel. Comme Lemoine, cette jeune femme passée, elle aussi, par les cabinets ministériels écarte les éventuelles critiques sur le mélange des genres: «Qu'un politique ne puisse pas parler à un responsable d'entreprise, ce serait dramatique.» Quant aux liens avec les États-Unis, elle fait remarquer que l'on est «plus pertinent dans son éventuelle critique de la politique qui y est menée quand on connaît bien le pays». Une remarque que Pascal Riché, directeur de la rédaction de Rue89 et ancien correspondant à Washington pour Libération, pourrait faire sienne. De la même promotion qu'Aquilino

Morelle ou Arnaud Montebourg, le journaliste reconnaît qu'il se fait «parfois pourrir par des anti-américains qui dénoncent le grand Satan» pour avoir participé au programme, ou par ceux qui «intentent des procès ridicules en sociétés secrètes». «Ils ne se rendent pas compte, précise-t-il, de la nécessité pour les journalistes d'être en contact avec tout le monde.»

Pascal Riché se souvient surtout de s'être retrouvé côte à côte avec l'actuel président de la Banque mondiale, Robert Zoellick (promotion 1994), pour une intervention sur l'Europe et les relations franco-allemandes. Député UMP du Vaucluse, énarque de la promotion Senghor comme Matthias Fekl, Julien Aubert se souvient que quelques représentants locaux de l'extrême droite l'ont aussi accusé d'être «le vassal d'une Amérique responsable des maux de Carpentras». Sans que cela aille beaucoup plus loin. «Je n'attendais pas grand-chose de ce programme, indique Aubert, promotion 2013, mais j'en retire beaucoup. C'est fascinant de passer de l'espionnage industriel au cerveau en médecine à un dîner avec des démocrates américains. On rencontre des profils incroyables.» Aubert, proche de Fekl, se rappelle s'être ligué avec lui pendant leur séjour aux États-Unis

«et avoir bataillé contre certains éléments de leur groupe, de méchants libéraux qui tapaient sur les énarques». Pour autant, le député UMP du Vaucluse reste prudent: «Moi qui fais de la politique, je ne suis pas très demandeur de relations avec tel ou tel du privé qui pourrait vouloir faire jouer ses relations.» »

« La députée UMP Valérie Pécresse, promotion 2002, parrainée par Alain Juppé à l'époque, complète: «Je ne suis pas naïve dans les relations transatlantiques, mais les Young Leaders n'ont jamais interféré dans mon activité professionnelle.» L'ancienne ministre du Budget n'est pas d'accord sur tout, loin de là, mais trouve de nombreuses vertus dans la dynamique des États-Unis. Si elle a, «en vain», tenté de convertir «au réchauffement climatique» une partie de son auditoire d'alors, proche de l'Administration Bush, elle reconnaît avoir apprécié «leur confiance dans le progrès». En particulier sur le dossier sensible du gaz de schiste: «Eux disent, OK, il y a un problème environnemental mais on va le résoudre. Nous en France, on dit qu'il y a un problème et qu'il faut donc tout bloquer. Aujourd'hui, ce sont eux qui sont en pointe dans la recherche sur les alternatives.» «Plutôt que de parler d'influence, je parlerais de



compréhension. Ce n'est pas un réseau très organisé et l'aspect plaisir dominait le tout», note pour sa part François Villeroy de Galhau, directeur général délégué de la BNP. «C'est un réseau intellectuel d'idées constitué de profils très éclectiques», ajoute Bruno Erhard, promotion 2003, directeur des affaires publiques pour la France chez Merck et ancien délégué général de l'Institut Montaigne. Avec de nombreux anciens Young Leaders français et américains, il s'est retrouvé le 5 juin à Caen pour une journée d'échanges liée à l'anniversaire du Débarquement en Normandie. Une journée organisée par la French-American Foundation et la Chambre américaine de commerce en France, présidée par Clara Gaymard. Cette dernière, présidente de General Electric France, est, par ailleurs, membre du conseil d'administration de la fondation. Leur prochain événement, le gala annuel, qui rassemble des centaines de personnalités du monde politique et économique, aura lieu le 7 novembre, Salle Wagram à Paris. Il sera présidé par Christine Lagarde, présidente du FMI, sous le patronage du ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, et de l'ambassadeur des États-Unis en France, Jane Hartley. L'élite, on vous dit. »

## Pierre Hillard : la French-American Foundation, lobby discret de l'euro-atlantisme

samedi 7 avril 2007

Nous reproduisons ici un entretien accordé au site Decapactu par Pierre Hillard, auteur de nombreux ouvrages et articles sur les relations euro-atlantiques, à propos du programme Young Leaders de la French-American Foundation (FAF) où des grands dirigeants d'entreprise, des journalistes, des hommes politiques de premier et second plans se côtoient, certains affichant fièrement leur atlantisme, d'autres étant beaucoup plus discrets...

*Décapactu.* – Comment et pourquoi la French-American Foundation (FAF) a été créée ?

*Pierre Hillard.* – A l'origine, la French-American Foundation (FAF) a été créée par trois éminents Américains en 1976 : James G. Lowenstein, James Chace et Nicholas Wahl. Les deux premiers étaient membres du très influent CFR (Council on Foreign Relations) où s'élabore la politique étrangère américaine tandis que le troisième était professeur de science politique. Ces

représentants américains se sont appuyés sur des Français occupant de hautes fonctions.

Ainsi, on retrouve un des fondateurs de la revue *Le Point*, Olivier Chevrillon ; le président de Pechiney, Pierre Jouven ; le futur représentant du comité exécutif de EADS, Jean-Louis Gergorin qui travaillait au ministère des Affaires étrangères ; le futur président de l'Institut français des relations internationales (IFRI), Thierry de Montbrial...

Le lancement officiel de la FAF eut lieu grâce à la proposition du président Giscard d'Estaing, lors d'un repas à l'ambassade de France à Washington le 18 mai 1976, en présence du président des Etats-Unis, Gerald Ford et du secrétaire d'Etat, Henry Kissinger. Le but recherché, comme le rappellent les textes officiels, est le suivant : « L'objectif de la Fondation franco-américaine est de renforcer la relation franco-américaine considérée comme un élément essentiel du partenariat transatlantique. » Cette formulation atlantiste recèle, bien évidemment, beaucoup de choses.

D. - Qu'y fait-on ?

P. H. – De multiples rencontres ont lieu entre représentants français et américains afin de discuter de sujets comme la défense, la politique, le journalisme, le syndicalisme ... Dans le cas de ce dernier, le syndicaliste américain et président de l'AFL-CIO, John Sweeney, a participé à ces rencontres sous l'égide de la FAF comme le souligne le rapport French-American Foundation 2003 – 2004. En fait, il s'agit de « lisser » les points de vue afin d'aboutir à un consensus favorable au partenariat transatlantique. Toutes ces rencontres officielles et officieuses permettent de créer une communion de pensée parmi les acteurs de la FAF appartenant à des secteurs variés.

D. – *Que répondez-vous à ceux qui disent que la FAF n'est rien d'autre qu'un club cultivant l'amitié entre les peuples américain et français ?*

P. H. – Il va de soi qu'évoquer le principe d'un « club cultivant l'amitié entre les peuples américain et français » est une farce. D'abord, l'amitié n'existe pas entre les Etats. En revanche, on peut assister à des élans d'amitié entre certains peuples. Cependant, restons prudent. En effet, en raison des rivalités

économiques et, parfois, militaires, ces liens d'amitié peuvent vite disparaître. Ensuite, à la lecture des noms composant le groupe des généreux donateurs et dirigeants, on peut se dire que des raisons bien matérielles et idéologiques doivent agiter les esprits de la FAF. En effet sans tous les nommer, on y trouve Franck Carlucci du groupe Carlyle ; David Rockefeller, ancien président du Council on Foreign Relations et fondateur de la Trilatérale ; Ernest-Antoine Sellière, ancien président du patronat français et européen ou encore un des anciens présidents de la FAF, John Negroponte, ancien ambassadeur à Bagdad. A ce niveau, la philanthropie n'existe pas.

*D. – Comment entre-t-on à la FAF et qui en fait partie ?*

*P. H. – La French-American Foundation se subdivise en deux branches : New York et Paris. Dans les deux cas, l'objectif de la FAF est d'intégrer des personnes appartenant à l'élite politique, économique, militaire et journalistique afin de véritablement quadriller le terrain. Pendant de nombreuses années, c'est le professeur de science politique et membre du CFR, Ezra Suleiman, qui*

fut le seul habilité à accepter les recrues françaises de la FAF désignées par le terme de Young Leaders. Comme le rappelle avec netteté le programme de sélection : « Depuis son lancement en 1981, le programme des Young Leaders aspire à sélectionner chaque année les candidats français susceptibles d'occuper des postes à haute responsabilité. Une démarche identique est adoptée aux Etats-Unis. » Les textes officiels précisent que la sélection s'opère en trois phases :

La première phase consiste à pré-sélectionner des candidats. Celle-ci se fait par l'intermédiaire du réseau de la French-American Foundation, par d'anciens Young Leaders ou d'actuels membres du Conseil de surveillance. Récemment, un effort a été entrepris pour diversifier socialement et professionnellement les candidats, notamment par le repérage dans la presse des profils prometteurs.

La deuxième phase consiste à recueillir formellement les candidatures. Les dossiers ainsi constitués contiennent la biographie du candidat et une lettre de

recommandation. Des entretiens de motivation sont organisés.

La dernière phase de la procédure est la sélection finale des candidats. Après avoir reçu le dossier de chaque candidat, le Comité de sélection se réunit. Ce Comité comprend environ dix membres dont la majorité sont des anciens Young Leaders. Les candidats ayant obtenu le plus de voix sont sélectionnés.

Comme on peut le constater, n'entre pas qui veut à la FAF. Les gagnants sélectionnés sont véritablement « la crème de la crème » parce que tout simplement, il faut véritablement montrer patte blanche. Par conséquent, les noms américains et français, membres des Young Leaders, sont véritablement une élite dont l'objectif officiel est de « renforcer la relation franco-américaine considérée comme un élément essentiel du partenariat transatlantique ». Côté américain, nous pouvons relever le président Bill Clinton ; sa femme, Hillary Clinton ; l'ex-patron de l'OTAN en Europe, le général Wesley Clark... La liste est longue. Dans le cas des Young Leaders français, nous trouvons de nombreux journalistes comme Christine Ockrent, Jean-Marie

Colombani (Le Monde), Emmanuel Chain, Jérôme Clément (président d'ARTE) ; mais aussi de nombreux députés socialistes, François Hollande, Pierre Moscovici, Arnaud Montebourg ; et de l'UMP, Alain Juppé, Yves Censi, Valérie Pécresse, Philippe Auberger, Jacques Toubon, Eric Raoult ou encore Nicolas Dupont-Aignan ...

*D. – On trouve dans la liste des Young Leaders beaucoup de partisans du néolibéralisme et des atlantistes déclarés. Mais comment expliquez-vous la présence de personnalités comme Arnaud Montebourg, François Hollande ou Nicolas Dupont-Aignan ?*

*P. H. – La grande force de la FAF est d'accueillir en son sein les représentants politiques issus des grands courants qui officiellement s'opposent : le socialisme et ce que l'on appelle abusivement la droite, l'UMP. En fait, la classe politique française s'est ralliée depuis longtemps au dogme du mondialisme anarcho-capitaliste. Cependant, il est utile pour le système de maintenir une opposition artificielle alors qu'en fait, nous vivons dans le régime du parti unique. En jouant l'alternance droite-gauche, on fait croire au peuple qu'il y a une autre politique possible. En fait, ces dirigeants*



politiques UMPS mènent le pays vers la même direction : l'intégration à un bloc euro-atlantique, prélude à l'Etat mondial. Le cas de Nicolas Dupont-Aignan est intéressant.

Officiellement, ce monsieur défend avec passion la souveraineté française mâtinée de gaullisme. En fait, c'est un leurre. Son appartenance à la FAF, depuis 2001, le prouve. Je rappelle que si NDA a été accepté au sein de la French-American Foundation, cela signifie qu'il a dû présenter obligatoirement des gages prouvant sa bonne foi. On ne trompe pas facilement les élites mondialistes de la FAF. Ce politicien est utile au système parce qu'il est un dérivatif.

En effet, il doit donner l'illusion qu'il défend un idéal classique de défense de la souveraineté nationale donnant l'espoir qu'une chance existe, qu'une échappatoire est possible. Ainsi, il pourra canaliser un courant de Français mécontents du système politique classique en leur faisant miroiter des possibilités d'un meilleur lendemain à condition de se battre, d'y croire, de s'engager avec passion, blablablabla ... Comme le disait Racine, « J'embrasse mon adversaire pour mieux

*l'étouffer.* » Dans le cas de NDA, il s'agit de contrôler un mouvement du peuple en faveur de la cause nationale pour ensuite arrondir les angles, empêcher que les vrais patriotes puissent diffuser de véritables informations sur les origines de l'europhobie et du mondialisme.

Quand on ne peut pas arrêter une tendance, en particulier la rébellion de nombreux Français en faveur du retour à la souveraineté, il est préférable d'accompagner le mouvement pour l'étouffer par la suite. C'est la mission de NDA. Ce dernier ne doit pas jouer la comédie de l'homme qui n'est pas au courant des objectifs de la French-American Foundation compte tenu des conditions de sélection pour y adhérer. Quand on fait partie de la FAF dont le but ultime est de réaliser un bloc euro-atlantique complet, on ne peut pas en même temps être gaulliste et se présenter comme un ardent défenseur d'une France souveraine. Dans le cadre de la course à la présidentielle pour 2007, NDA a mobilisé des espoirs pour récolter cinq cents signatures. Comme par hasard, l'affaire a échoué au grand dam des Français fidèles à la cause gaulliste.

N'est-ce pas là un bon exemple de stérilisation des bonnes énergies ?

D. – Pensez-vous que la direction d'un des plus grand parti de France puisse appartenir à la FAF ?

P. H. – C'est le cas de François Hollande, le patron du PS. Il suffit aussi de voir la longue liste des politiques membres du Parti socialiste et de l'UMP appartenant à la FAF. Peu importe l'équipe au pouvoir, la FAF aura ses hommes et ses femmes au pouvoir en France au service de l'Atlantisme. Il ne faut pas oublier aussi la présence de nombreux membres de la FAF au sein des grandes entreprises et du milieu journalistique. D'une certaine manière, tout est verrouillé.